L'ÉRADICATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE ET LA LUTTE POUR UN HUMANISME UNIVERSEL

D'UNE HISTOIRE COMMUNE À UNE HUMANITÉ EN PARTAGE

La très honorable Michaëlle Jean est la 27e Gouverneure générale, Commandante en chef du Canada, ancienne envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti, 3e secrétaire générale de la Francophonie et cofondatrice de la Fondation Michaëlle Jean.

Dans le numéro précédent de *Diversité canadienne*, je proposais sous le titre *Une décennie pour éradiquer la discrimination et le fléau du racisme, rompre avec l'héritage de l'esclavage : l'invitation du Sommet pancanadien des communautés noires* une réflexion sur la mobilisation sans précédent au Canada des communautés afrodescendantes, partout au pays. L'occasion à saisir est celle de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine : reconnaissance, justice et développement (2015-2024) proclamée par l'ONU qui invite tous ses États membres à agir contre le racisme systémique dont les personnes de race noire font l'objet dans tous les secteurs de nos sociétés.

Les communautés noires estiment que, s'agissant des réalités auxquelles elles sont confrontées rien, politiques ou plans d'action, ne peut se penser ou être mis en œuvre sans qu'elles soient impliquées. Telle est la raison d'être du Sommet pancanadien des communautés noires, un espace inclusif de rassemblement des voix et des perspectives, de débat et d'échange, d'identification des enjeux, de mise en présence d'acteurs issus de différents secteurs, de dialogue et de proposition. L'objectif est aussi de s'assurer que dans l'esprit de cet appel lancé par les Nations Unies, le Canada, du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux et municipaux, ses institutions et son secteur privé prennent la pleine mesure du problème et s'engagent en mettant de l'avant des dispositions concrètes. Organisé par la Fondation Michaëlle Jean, avec une première édition à Toronto en 2017, une seconde à Ottawa en 2019, qui ont chaque fois rassemblé des centaines de citoyens et citoyennes issus des communautés noires avec une forte participation de la jeunesse, mais aussi de décideurs de tous les secteurs, publics et privés, ainsi que des politiques, la troisième édition du Sommet prévue à Halifax, les 20-21-22 mars 2020, a dû être reportée aux 19-20-21 mars 2021, en raison des mesures de confinement total décrétées pour agir contre la pandémie de la COVID-19. Nous demeurons néanmoins attentifs et il ne nous échappe pas que les communautés les plus vulnérables, en l'occurrence les communautés noires, sont plus fortement touchées par cette crise et par ses effets collatéraux.

Il est assez alarmant également de constater combien les accès de haine et de rejet viennent partout s'ajouter au fléau. L'ONU ne cesse d'ailleurs de le déplorer et le phénomène est

mondial. On a vu comment, à Minneapolis, l'interpellation policière violente et cruelle de George Floyd, cet Afro-Américain de 46 ans, mort par étouffement, a créé l'émoi et entraîné des manifestations de révolte tournant à l'émeute dans plusieurs villes américaines. « C'est le dernier d'une longue série de meurtres d'Afro-Américains non armés commis par des policiers américains et des autojusticiers » a fermement déclaré la Haute-commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Madame Michelle Bachelet, dans un communiqué demandant que justice soit faite. Le premier ministre du Canada, le très honorable Justin Trudeau, a commenté à son tour la situation aux États-Unis en appelant les Canadiens à lutter contre le racisme au pays. « De nombreux Canadiens de toutes origines regardent les informations en provenance des États-Unis avec stupéfaction et horreur » a-t-il souligné. « Le racisme est réel : il est présent aux États-Unis, mais aussi au Canada. » Pour en attester, des manifestants très nombreux sont descendus dans la rue en scandant « *Black Lives Matter !* La vie des Noirs compte aussi ! » et en reprenant les derniers mots de George Floyd « *I can't breathe !* J'étouffe ! »

Qu'en est-il de l'histoire du racisme au Canada ? Deux fils d'un récit captivant, mais combien méconnu, rivalisent sur le sujet. D'une part, il est rappelé combien le passé du Canada foisonne de conflits ethniques et raciaux dont la teneur est très oppressive et destructrice, manifestement et brutalement évidentes aujourd'hui encore. De l'autre, c'est la vision édifiante d'une société post-raciale, d'un Canada projeté comme un havre de paix, de parfaite harmonie sociale dans la diversité, où les conflits et les préjugés ont été surmontés.

Comparé à d'autres régions du monde où la haine ethnique et la violence raciale font rage, il va sans dire que le Canada peut, et à bien des égards, être salué comme un pays exemplaire du vivre ensemble et de l'interculturalité. Il n'en reste pas moins que la société canadienne n'est d'aucune façon à l'abri ni des mouvements extrémistes xénophobes qui d'ailleurs se font entendre y compris au sein de certains partis politiques, ni du racisme outrageant, de la haine affligeante et des préjugés sournoisement lovés dans tous les secteurs de la société, administrations publiques, institutions et entreprises qui systématiquement pratiquent l'exclusion. Voilà qui appelle à une vigilance constante et qui exige que nous agissions pour transcender un lourd héritage dont il nous faut avoir conscience.

En effet, d'est en ouest, du sud au nord, l'histoire du Canada a été forgée au feu et au marteau de la conquête coloniale, propulsée par l'idéologie de la suprématie de la *race blanche* et la pratique odieuse, des siècles durant, de l'esclavage, de la domination radicale édictée par les métropoles et les monarchies européennes qui ont vite fait de s'attribuer dans le sang la découverte de continents pourtant déjà habités. Face à la somme de ces injustices et la violence raciste qui entachent notre passé, il serait bon de se rappeler que ce qui fonde aussi le Canada c'est une résistance farouche, ce sont ces luttes constantes pour la reconnaissance et le respect de la dignité intrinsèque de tous les êtres humains et l'égalité entre tous les peuples. C'est de cette résistance et de ces luttes qu'est née la Charte canadienne des droits et des libertés, ce pacte fondamental dans lequel sont clairement énoncés les droits à l'égalité, que chacun soit « traité avec le même respect, la même dignité et la même considération (c'est-à-dire sans discrimination), peu importe ses caractéristiques personnelles comme la race, l'origine ethnique ou nationale, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, les déficiences intellectuelles ou physiques, l'orientation sexuelle, la situation matrimoniale ou la citoyenneté. »

C'est sur ce pacte que le Canada s'est constitué comme une terre d'accueil par excellence où la diversité ne désigne pas l'autre, mais l'ensemble, une société qui s'affirme interculturelle et multiraciale. Statistique Canada rapporte que plus d'une personne sur cinq, soit 22 % de la population ont été classées dans la catégorie des *minorités visibles* en 2016, et que plus d'un jeune sur quatre, soit 27 % des jeunes âgés de 15 à 34 ans s'identifient comme faisant partie d'un groupe racial ou assument pleinement leur origine ethnique.

Les Canadiens noirs ou d'ascendance africaine forment le troisième groupe de minorités visibles en importance au Canada, après les Canadiennes et les Canadiens d'origine sud-asiatique et chinoise. Selon le recensement de 2016, la population noire du Canada totalisait près de 1,2 million de personnes, soit 3,5 % de la population.

Un récente enquête sociale menée par Environics Institute for Survey Research et la Fondation canadienne des relations raciales[1], la première à couvrir les relations raciales à travers le pays, a révélé que le racisme demeure cependant, comme l'a souligné le premier ministre canadien, une réalité au Canada, qu'une personne sur cinq rapporte avoir été victime de discrimination, en raison de sa race, régulièrement ou de temps à autre, tandis que trois personnes sur dix disent en avoir fait l'expérience, quoique très rarement. Si la moitié des Canadiennes et des Canadiens a eu à vivre personnellement un ou plusieurs épisodes de discrimination, la même étude révèle aussi qu'une grande majorité reconnait la persistance de la discrimination raciale. Près de trois personnes sur quatre au Canada disent avoir conscience que les peuples autochtones, les Noirs et les Sud-Asiatiques en sont souvent ou occasionnellement les premières cibles. Seul un petit nombre, à peine 5 % des Canadiennes et des Canadiens croient que les communautés racialisées sont à l'abri de toute discrimination au

1 *Les relations raciales au Canada 2019*, sondage mené par Environics Institute for Survey Research et la Fondation canadienne des relations raciales, Toronto, 10 décembre 2019.

Canada. Par conséquent, on pourrait supposer que la force du nombre va de pair avec une propension à reconnaître le racisme au Canada, et espérons-le, la volonté de l'éradiquer.

ÉRADIQUER LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

> « Nous devons voir le racisme pour ce qu'il est. C'est-à-dire un mythe de la race supérieure et inférieure. L'idée fausse et tragique qu'un groupe particulier, une race particulière serait à la source de tous les progrès, de toutes les idées dans le flux global de l'histoire. C'est aussi la théorie selon laquelle une autre population ou une autre race serait totalement dépravée, intrinsèquement impure et naturellement inférieure. En dernière analyse, le racisme est un mal, car sa logique ultime est le génocide. »
>
> — Dr. Martin Luther King Jr., *The Other America*, avril 1967

Et si les valeurs humanistes universelles et la jouissance intégrale de tous les droits de la personne étaient le plus grand héritage d'une histoire dont les horreurs et les crimes seraient enfin reconnus, leur fausse justification rejetée, leurs avanies finalement surmontées et transcendées par la reconnaissance, la justice et le développement ?

La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine célèbre ainsi l'existence et la condition des peuples noirs, leur résistance et leur apport à l'humanité dans son ensemble, la valeur du combat pour l'émancipation, la quête de justice comme une condition de développement, à un moment où les effets meurtriers du changement climatique, la terreur et la haine, la criminalité transnationale, les replis identitaires et nationalistes, la prolifération des armes chimiques et nucléaires, les fossés toujours plus larges et plus profonds des inégalités menacent de plus en plus notre existence même. Dans le même temps, diverses formes de mobilisations collectives émergent. Des voix s'élèvent, des femmes, des hommes, des jeunes par milliers, toutes races et origines confondues, gagnent les rues, déterminés à agir contre toutes les formes d'exclusions larvées et récurrentes. Le racisme a fourni un modèle séculaire pour d'autres types d'oppression. Par conséquent, la lutte contre le racisme, la discrimination et les iniquités fatales qu'ils produisent est également une lutte contre l'oppression générique, donc pour une humanisation de l'humanité.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par tous les États membres des Nations Unies en 2015, ainsi que les Objectifs de développement durable (ODD) sur lesquels il repose visent à réaliser des progrès cruciaux pour l'amélioration des conditions de vie et l'avancement des droits dans le monde entier. C'est aussi dans cet esprit que s'inscrit la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine comme un appel pressant et l'occasion de tout engager pour mettre fin à un patrimoine barbare à la source du racisme et s'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Il va sans dire qu'exclure est contreproductif et génère un déficit abyssal de participation, de forces, d'idées, de solutions, de justice, de citoyenneté, par conséquent de croissance partagée, de développement responsable et viable. Tous les secteurs de la société doivent être judicieusement de la partie, telle est la vision portée et défendue par la Fondation Michaëlle Jean. Que l'expérience, la condition, les perspectives et les aspirations des communautés noires puissent embrasser également celles des peuples autochtones, des autres communautés racialisées, des femmes, des personnes LGBTQ2, de toutes celles et tous ceux marginalisés, livrés à l'exclusion au Canada. Que nous puissions ainsi tracer un nouveau modèle de leadership réellement inclusif et fortement transformateur pour le bien de l'ensemble. Il y va d'un projet de société à édifier de manière pragmatique, par des actions concrètes, une mobilisation de masse et un engagement résolu des principaux décideurs et législateurs aux côtés et à l'écoute de ces populations qu'il faut cesser de reléguer à l'écart de la famille humaine.

Comment imaginer l'éradication définitive de toutes les formes de racisme et de discrimination ? L'histoire nous l'enseigne.

Au début du XIX^{e} siècle, l'abolition de l'esclavage était impensable. Cette pratique ignoble, mais combien rentable, n'était-elle pas, depuis 400 ans, le principal moteur des économies mondiales ? Les puissants régimes esclavagistes européens dominaient le monde, se constituaient, sans foi ni loi, d'inestimables richesses grâce à ce système d'exploitation d'une innommable cruauté et au pillage des ressources dans leurs colonies. Les idées fulgurantes et lumineuses pour qu'advienne un humanisme universel, la hardiesse des mouvements abolitionnistes révolutionnaires, des décennies d'actions valeureuses de résistance et de révolte des esclaves conscients et convaincus qu'ils ne pouvaient s'affranchir que par eux-mêmes, finira par avoir gain de cause et forcera l'interdiction du trafic humain et de l'esclavage à la fin du siècle.

À partir de 1791, les soulèvements incessants des esclaves entraîneront le démantèlement de la très rentable colonie française de Saint-Domingue, une lutte couronnée par la proclamation en 1804 de la République d'Haïti. Naît ainsi la première république noire libre du monde. Un exploit sans commune mesure, voire inimaginable. La France avec le reste des puissances alliées, royaumes et empires coloniaux esclavagistes, d'un commun accord mettront tout en œuvre pour qu'échoue l'entreprise de ces Noirs rebelles, à commencer par un embargo économique total. Qu'à cela ne tienne, la jeune République d'Haïti avec ses bien maigres ressources poussera l'audace jusqu'à financer les expéditions de Simon

Bolivar pour l'indépendance des colonies d'Amérique latine, mais à l'unique condition que partout il abolisse l'esclavage. À l'exemple de la révolution haïtienne, l'impossible rêve se répandra partout auprès des opprimés de la terre et traversera le siècle jusqu'à la décolonisation des peuples du continent africain.

Qui eut cru qu'en 2009, une femme noire d'origine haïtienne Gouverneure générale et Commandante en chef du Canada accueillerait un dénommé Barack Hussein Obama élu Président et Commandant en chef des États-Unis d'Amérique, lui aussi d'ascendance africaine ? Nous avons marché ensemble d'un pas résolu, portés par une joie immense, conscients du poids de l'histoire et ayant bien à l'esprit, durant nos échanges, tous ceux et celles qui nous ont précédés et qui ont lutté, de toutes leurs forces rassemblées, pour que ce jour improbable se réalise.

C'est un long chemin toujours à défricher, car rien n'est jamais tout à fait acquis, tant les va-et-vient de l'histoire sont redoutables si l'on n'y prend garde. Mettre à mort un Noir, le genou sur sa nuque jusqu'à son étouffement, sans jamais prêter attention à ses suppliques, est une violence d'une autre époque, mais elle est aussi d'aujourd'hui. Exclure, dédaigner, humilier, maltraiter l'autre, prononcer à son endroit un verdict d'infériorité, d'indésirable, en raison de la couleur de sa peau, demeure une expérience on ne peut trop fréquente. C'est ce qui motive le Sommet pancanadien des communautés noires, la Fondation Michaëlle Jean et de nombreux alliés qui osent penser et réclamer un plan national pour l'éradication de la discrimination raciale, vestige de l'esclavage, à l'intersection d'autres inégalités basées notamment sur le sexe, l'âge, la religion, le handicap, l'orientation sexuelle.

Dans cette époque incertaine et de repli sur soi, alors que les discours et les crimes haineux regagnent du terrain dans le monde entier, souvent en toute impunité, notre devoir est d'agir. Que rien ne nous déroute, ni les épreuves, ni le mépris, ni l'indifférence. L'aspiration à un humanisme universel est un combat de tous les jours que nous voulons voir triompher.